

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 64 (1919)  
**Heft:** 8

**Artikel:** Encore la défaite de l'armée allemande  
**Autor:** Feyler, F.  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-340204>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 08.02.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Encore la défaite de l'armée allemande.

Avant de lire le présent article, le lecteur voudra bien se reporter à celui que la *Revue militaire suisse* a publié dans sa livraison de février 1919, sur la distinction faite à cette époque dans certains milieux d'officiers entre l'armée impériale battue *moralement* le 11 novembre 1918 mais non *techniquement*. Cette opinion était en quelque sorte un succédané de la thèse allemande propagée entre autres dans nos milieux neutres et bienveillants, thèse affirmant qu'à la date de l'armistice les armées du maréchal Hindenbourg étaient encore capables de soutenir la lutte et de vaincre, et qu'elles n'en furent empêchées que par la situation politique intérieure, qui contraignit le gouvernement de Berlin à demander la cessation des hostilités. L'article de février s'est appliqué à démontrer l'in vraisemblance de cette thèse. Depuis lors, deux nouveaux documents ont vu le jour, l'un allemand, l'autre français, qui se complètent admirablement l'un l'autre et s'unissent pour lui donner le coup de mort.

Le document allemand est un *Livre blanc*, donc une publication officielle. Il reproduit entre autres la correspondance et les messages télégraphiques et téléphoniques échangés entre le G. Q. G. et le gouvernement de Berlin du 14 août au 11 novembre 1918. Le document français est une brochure émanée du G. Q. G., intitulée *Pourquoi l'Allemagne a capitulé le 11 novembre 1918* et qui résume les opérations militaires de juillet à novembre et les indications du 2<sup>e</sup> bureau sur l'état de l'armée allemande pendant leur cours.

Une première constatation qu'il importe de retenir est la valeur de la surprise dans les opérations de positions fortifiées de la guerre européenne, valeur aussi grande que dans les guerres du passé. Pendant quelque temps, on a soutenu que la guerre de tranchées ne comportait plus la surprise, que tout

y était calcul et que l'on pouvait pour ainsi dire régler l'intensité d'un mouvement offensif et son résultat en raison du poids des projectiles et de l'organisation du mouvement d'attaque. En réalité, les résultats de quelque valeur ont toujours dépendu de la réussite de la surprise ; on peut rappeler la bataille de Cambrai, en automne 1917 ; l'affaire du Chemin des Dames, le 27 mai 1918 ; la contre-offensive de Villers-Cotterêts, le 18 juillet ; la brèche du Debropolie au front des Balkans, le 15 septembre ; et comme surprise manquée, l'offensive de Champagne par le prince impérial, le 15 juillet 1918.

A cette date, l'armée allemande d'Occident comptait 207 divisions dont 81 en réserve. Les renseignements obtenus par les Français partageaient ces 81 divisions en 62 fraîches, c'est-à-dire reposées depuis un mois et davantage, et le solde fatiguées, leur repos n'ayant pas dépassé quinze jours. Le G. Q. G. français savait aussi qu'il devait attendre un nouvel effort offensif de l'ennemi au milieu de juillet, probablement le 15. L'opération serait engagée en Champagne, de part et d'autre de la montagne de Reims. A l'Ouest, l'attaque aurait lieu sur le front : boucle de Jaulgonne-Vrigny, en direction générale d'Epernay, sur les deux rives de la Marne ; à l'Est, sur le front de la Pompelle à Massiges. Derrière cette ligne de bataille, soit derrière les troupes en secteur de Château-Thierry à l'Argonne, étaient placées trente des divisions de la réserve. Le 15 au matin, ces trente divisions marchèrent à l'attaque avec les troupes en secteurs.

L'opération étant attendue, elle échoua partout, en Champagne dans la première position déjà ; entre Reims et la Marne devant la deuxième. Au sud de la Marne, les troupes allemandes prirent pied entre Jaulgonne et Dormans, formant une poche de six à huit kilomètres de profondeur, qu'elles cherchèrent à élargir en direction d'Epernay. Contre-attaquées, leur mouvement est définitivement enrayé le 17.

Ainsi au moment où, le 18, les 10<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> armées françaises vont déclencher leur contre-offensive à la lisière des forêts de Villers-Cotterêts, l'état-major allemand a dû constater l'échec de son intention. Il se proposait de placer le massif de la

montagne de Reims entre deux boucles pour le déborder par le Sud. Il n'a pu former la boucle de l'Est en Champagne ; et les troupes massées dans celle de l'Ouest, entre Aisne et Marne, et surtout celles qui ont franchi la Marne, sont dans une situation précaire.

Les Allemands avaient à ce moment, dans cette boucle, 40 divisions, avec, pour leur ravitaillement, une seule voie ferrée, la ligne Guignicourt-Missy-sur-Aisne-Fère-en-Tardenois, qui, à l'Est et au Sud-Est de Soissons ne passait qu'à 15 km. du front. Si cette voie ferrée tombait en possession des Français ou, tout au moins, était soumise au feu efficace de leur artillerie, la vie des armées allemandes dans la poche de Château-Thierry devenait impossible.

Naturellement, l'état-major allemand n'ignorait pas ce danger, et envisageant la perspective d'une attaque venant de Villers-Cotterêts, il avait disposé dans la poche un effectif spécial de huit divisions, qui tenaient les deuxième positions. Ce ne fut pas assez. La surprise joua de nouveau en ce sens que l'assaillant mit en œuvre des moyens sensiblement supérieurs à ceux que l'état-major impérial lui prêtait. D'un seul élan, la 10<sup>e</sup> armée française atteignit les abords de la route de Soissons à Château-Thierry ; la voie ferrée tombait sous le feu du canon. De son côté, sur la face Est de la poche, la 5<sup>e</sup> armée française reprit l'offensive. Difficilement ravitaillées, les troupes allemandes doivent faire face aux assauts convergents de trois armées françaises, renforcées des Américains qui sont au Sud de la Marne et du corps d'armée italien qui seconde la 5<sup>e</sup> armée.

« Le haut commandement allemand, dit la relation française, sent qu'il ne pourra plus mener la bataille dans cette poche, où ses communications sont menacées, mais où, cependant, les nécessités de la lutte l'obligent chaque jour à jeter de nouvelles divisions. Il se voit contraint, lui qui quatre jours auparavant attaquait, de se soumettre à la volonté de son adversaire et d'ordonner la retraite. Cette retraite sera lente et méthodique, mais, par contre, très coûteuse, car, pour sauver le matériel et les magasins considérables accumulés entre la Marne et l'Aisne, l'ennemi devra, devant nos

attaques, engager sans cesse de nouvelles unités. Dès le 18 juillet il apparaît nettement que le haut commandement allemand doit appeler de toutes parts de nouveaux renforts ; le prince impérial engage ses réserves locales, puis appelle les divisions de la région de Noyon et celles de Champagne, restées disponibles à la suite de l'échec du 15 juillet. Cela ne suffit pas, il faut faire venir des troupes d'autres fronts : Gallwitz doit donner trois divisions, le prince héritier de Bavière, six ; il faut réengager des divisions qui ont attaqué en Champagne... »

Autre circonstance qui demande à être retenue. Des 81 divisions de la réserve stratégique allemande, dont 30 soutenaient les troupes en secteur de Champagne, un autre groupement était destiné à permettre une seconde offensive qui devait être dirigée contre les Anglais dans la région de Lille. Le haut commandement allemand se voit dans l'obligation de renoncer à cette opération. Sa volonté commence à devoir céder à celle des Alliés.

Ceux-ci, forts des appoints que leur envoie l'Amérique, se sentent en mesure de garder l'initiative qu'ils ont reprise. Dès avant le mouvement de Villers-Cotterêts, ils ont prévu et jeté les bases d'une série de manœuvres qu'ils vont exécuter sans tarder, à la faveur de l'affaiblissement résultant pour divers secteurs allemands des retraits de troupes réclamés par les échecs du prince héritier. De même que l'attaque du 18 juillet s'est proposé de résorber la poche menaçante d'Aisne et Marne à l'Est de Paris, une autre manœuvre va poursuivre la résorption de la poche du Nord, à Montdidier. Commencée le 8 août par une attaque de la 4<sup>e</sup> armée britannique et de la 1<sup>re</sup> armée française entre Albert et Moreuil sur la route d'Amiens à Roye, elle aboutira le 15 au refoulement des troupes allemandes, — notamment de la XVIII<sup>e</sup> armée qui, le 21 mars, avait joué le rôle offensif en vue, — dans leurs anciennes positions de Chaulnes-Ribécourt.

A cette date, exactement le 14 août, débutent les révélations du *Livre blanc* de Berlin. Une conférence a été tenue ce jour-là à Spa, au quartier du maréchal de Hindenbourg. Ce dernier estime l'armée encore en mesure de parer le coup. Sans doute place-t-il sa confiance dans les lignes qui portent

son nom et que les troupes vont réoccuper. Elles y braveront comme l'an d'avant les efforts de l'adversaire et leur résistance est en état de vaincre la ténacité de l'assaillant. S'il faut renoncer à une paix dictée, encore espérée au mois de juillet, la voie reste ouverte, dans tous les cas, à une paix de conciliation. L'Allemagne cherchera à l'obtenir par l'intermédiaire d'une puissance neutre.

C'est à cette époque que se placent les tentatives du ministre des Affaires étrangères austro-hongrois, M. Burian, pour obtenir une paix de compromis<sup>1</sup>. Il suggère une conférence de représentants des Etats belligérants dans un pays neutre, discussion confidentielle qui ne liera personne. On se rappelle la fin de non-recevoir opposée à cette suggestion par les Etats-Unis, auxquels se joignirent tous les Alliés.

Le 12 août, s'adressant à ses armées, le maréchal Foch leur avait dit : « Cent-vingt divisions allemandes ont été engagées dans la bataille depuis le 15 juillet ; nous avons devant nous une occasion qui ne se retrouvera pas et qui commande l'effort de tous. » Cet effort va d'abord être demandé aux armées engagées dans la bataille de Picardie, commencée le 8 août. Il comportera quatre actes successifs :

La période du 18 au 26 août montre la 10<sup>e</sup> armée française atteignant l'Oise et l'Ailette, et les Anglais enfonçant le front allemand entre Croisille et la Somme. La XVIII<sup>e</sup> armée allemande, menacée de débordement sur ses deux ailes, doit se replier sur la Somme et le canal du Nord. Les Alliés atteignent le front Bapaume-Péronnes-Nesle-Noyon.

Du 30 août au 2 septembre, la 10<sup>e</sup> armée française franchit l'Ailette et arrive au contact de la ligne Hindenbourg. Les troupes allemandes de la poche de Château-Thierry, qui s'étaient maintenues sur la Vesle, sont contraintes, par la menace qui s'esquisse sur leur arrière, de se porter derrière l'Aisne.

Sur le front britannique, la 1<sup>re</sup> armée anglaise enlève la charnière des lignes Siegfried et Drocourt-Quéant. Les Allemands battent en retraite entre Arras et l'Oise. Les Alliés approchent, dans cette région aussi, de la ligne Hindenbourg.

<sup>1</sup> Feyier, *Le problème de la guerre*, page 266.



Enfin, le 18 septembre et les jours suivants, les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> armées britanniques appuyées par la 1<sup>re</sup> armée française enlèvent les avancées de la position Hindenbourg entre Cambrai et Saint-Quentin, conquérant une base de départ pour l'attaque prochaine de la position.

Entre-temps, du 12 au 15 septembre, l'armée américaine avait réduit le saillant de Saint-Mihiel, se préparant à amorcer un mouvement en aval de la Meuse.

En résumé, à la date du 26 septembre, le bilan journalier du 2<sup>e</sup> bureau français indique les résultats suivants :

De ses 207 divisions de juillet, le haut commandement allemand en a envoyé 163 à la bataille, dont 75 ont été engagées deux ou trois fois. Il a pu reformer une réserve de 68 divisions, mais 21 seulement sont des divisions fraîches, 40 sont reconstituées, les 7 autres viennent à peine d'être relevées. Malgré une réduction du front de près de 200 kilomètres, il doit maintenir en ligne le même nombre de divisions qu'au 15 juillet, parce que leurs effectifs et leur valeur combattive sont moindres. De plus, il n'a réussi à conserver ses effectifs qu'en dissolvant 15 divisions, en ramenant dans une cinquantaine d'autres les bataillons de 4 à 3 compagnies, et en rappelant des usines un grand nombre d'hommes en sursis afin de ne pas toucher à sa dernière réserve, la classe de 1920.

Cette situation se reflète dans les documents du *Livre blanc*. Le gouvernement de Berlin cherche à s'adresser directement à l'Amérique en vue de reprendre les négociations de paix. Il y est sollicité sans doute non seulement par l'état des choses au front d'Occident, mais par l'effondrement de la Bulgarie auquel il est devenu impossible de parer. La situation se reflète aussi dans les discours des hommes d'Etat, notamment dans celui que prononce le chancelier de Hertling devant le Reichstag, le 24 septembre. Berlin jette du lest, considérablement de lest. L'Allemagne renonce à toute prétention quelconque en Occident ; l'Alsace-Lorraine elle-même pourrait n'être plus un obstacle absolu à quelque entente ; seules les paix de l'Est devraient rester acquises ; elles ne réalisent d'ailleurs aucune conquête territoriale, et sur cette question d'abandon général d'une intention conquérante le gouverne-

ment affirme que le haut commandement et lui sont en parfaite communauté de sentiment.

Cependant, les propositions de paix ne sont pas encore expressément formulées ; le G. Q. G. n'a pas entièrement perdu l'espoir d'une amélioration partielle au front qui fournirait une occasion plus favorable d'aborder les gouvernements belligérants.

Au contraire, du côté allié, le commandant en chef a l'impression nette que l'heure a sonné où un assaut général amènera la défaite suprême des armées allemandes désorganisées et fatiguées. A cet effet, il prévoit trois grandes opérations convergentes qui seront commencées simultanément ou se succéderont à peu de jours d'intervalle :

La bataille de Champagne et de la Meuse débute le 26 septembre. Après huit jours de lutte, les Allemands sont contraints de se replier sur l'Aisne et sur l'Aire.

La bataille du Cambrésis commence le 27 : les 1<sup>re</sup> et 3<sup>e</sup> armées britanniques attaquent dans la région de Cambrai ; puis le 30, la lutte s'étend jusqu'à l'Oise par l'entrée en ligne de la 4<sup>e</sup> armée britannique et de la 1<sup>re</sup> armée française.

La bataille des Flandres est engagée le 28 septembre ; elle donne aux Alliés les crêtes à l'Est d'Ypres et leur permet d'atteindre en deux jours la route Roulers-Menin.

Cette fois-ci, les chefs allemands sentent venir la maledemparée. Le 29 septembre, le secrétaire d'Etat Hintze est arrivé au G. Q. G. La discussion est sérieuse. Son résultat sera enregistré dans un télégramme envoyé à Berlin à 9 h. 40 du soir : « Sur l'ordre de Sa Majesté et avec l'assentiment du chancelier de l'Empire, je vous prie de faire savoir confidentiellement à Vienne et à Constantinople que nous nous proposons d'offrir la paix au président Wilson sur la base de ses quatorze points et de demander la convocation d'une conférence de la paix à Washington. »

En même temps, l'empereur décide un changement à la chancellerie ; le prince Max de Bade remplacera le comte de Hertling.

Quant à la procédure des négociations, l'Allemagne invitera probablement ses Alliés à conclure immédiatement un



armistice ; ainsi fera d'ailleurs la Bulgarie dès le 2 octobre. Si les alliés de l'Allemagne y consentent, le nouveau cabinet impérial en formation communiquera la proposition au président Wilson par une voie appropriée, l'offre de paix devant ainsi partir de Berlin.

Le même soir encore, des télégrammes sont expédiés à Vienne et à Constantinople ; une entente s'établit avec ces deux capitales ; les mesures techniques de la médiation seront discutées avec Berne.

Mais le haut-commandement s'inquiète ; il a hâte de voir partir l'offre de paix ; il craint que le moindre retard ne laisse à la débâcle le temps de se produire.

Le 1<sup>er</sup> octobre, le G. Q. G. envoie à Berlin toute une série de télégrammes, appuyés de nombreuses conversations téléphoniques ; le contenu de ces communications est toujours le même : « Aujourd'hui les troupes tiennent encore, mais il est impossible de dire ce qui arrivera demain. » « Il faut lancer immédiatement l'offre de paix et ne pas attendre pour cela la formation d'un nouveau gouvernement. » « Aujourd'hui, nos troupes ont tenu encore, mais nous sommes dans une situation terrible ; à chaque instant la rupture du front peut se produire et alors notre offre de paix interviendra au moment le plus défavorable. »

Dès le soir de cette journée du 1<sup>er</sup> octobre, le général Ludendorff déclare que l'offre de paix « doit partir immédiatement de Berne à destination de Washington. L'armée ne peut pas attendre encore 48 heures. » Et il insiste ; il estime essentiel que l'offre soit aux mains de l'Entente dans la nuit du 2 au 3 au plus tard. De son côté, l'après-midi du 2, Hindenburg mande au vice-chancelier von Payer : « Si jusqu'à ce soir à sept ou huit heures on a la certitude que le prince Max peut former le gouvernement, je puis attendre jusqu'à demain matin, mais si, au contraire, la constitution du gouvernement reste douteuse, j'estime qu'il est nécessaire de lancer l'offre dès aujourd'hui. »

Ce même jour, Ludendorff réclame communication du projet de demande d'armistice. Dans l'après-midi, il télégraphie lui-même le texte, qui diffère peu, dans l'essentiel, de celui qui sera adopté définitivement plus tard.

Mais le prince Max est moins pressé ; il redoute une offre mal engagée, qui paraîtra imposée par la situation défavorable des armées. Le 3 octobre, il pose toutefois une série de questions ; il demande notamment si le haut commandement a conscience que l'ouverture d'une action de paix sous la pression de nécessités militaires peut conduire à la perte des colonies allemandes et de territoires allemands, en particulier de l'Alsace-Lorraine et des régions exclusivement polonaises des provinces orientales.

Hindenburg qui est présent à Berlin maintient intégralement son insistance ; il envoie encore une fois au chancelier une déclaration écrite : « le haut-commandement persiste à réclamer l'envoi immédiat de l'offre de paix. » La note part dans la nuit du 3 au 4.

Le généralissime et son chef d'état-major savent en effet que la position Hindenburg doit être considérée comme perdue ; la conserver était l'espoir de leur retraite, et cet espoir s'écroule. Le 5 octobre, les II<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> armées allemandes abandonnent les dernières tranchées sur tout le front compris entre Douai et Saint-Quentin ; elles s'établissent derrière le cours de la Selle et sur la ligne Bohain-Bernot ; puis, après un temps d'arrêt, attaquées à nouveau, elles repassent l'Oise et le canal de la Sambre. Entre-temps, plus au Sud, la VII<sup>e</sup> armée allemande a évacué le massif de Saint-Gobain-Laon qui, par suite de la progression des Alliés en Champagne et dans le Cambrésis formait un vaste saillant. Cette armée se porte sur la Serre et derrière les marais de Sissonne, dans la position Hunding. Enfin, les armées du Nord sont obligées d'abandonner les régions de Lens et de Lille et toute la côte belge pour se reporter derrière le canal du Nord, l'Escaut et le canal de Terneuzen. En somme, entre le 10 et le 20 octobre, la retraite des Allemands est devenue générale sur tout le front, de la Meuse à la mer, et la majeure partie de leur réserve a dû donner.

Le service des renseignements alliés constate, en effet, que du 26 septembre au 20 octobre, 139 divisions allemandes sur 191 ont pris part à la bataille. Déjà le 11 octobre, la *carte d'usure* du 2<sup>e</sup> bureau indiquait que 44 des divisions en ligne étaient incapables de soutenir une lutte sérieuse et que pour

leur remplacement le généralissime allemand ne disposait plus que de 7 divisions fraîches et d'une quinzaine environ à prélever sur les secteurs calmes. Le 24 octobre, c'est 84 divisions qui ayant été engagées depuis plus de deux semaines deviennent inaptes à une résistance solide ; il reste une seule division fraîche, et une dizaine à prélever sur les secteurs calmes de Lorraine et d'Alsace, divisions qui jusqu'alors n'avaient jamais été appelées à combattre parce que de trop médiocre valeur. Autant dire que les réserves allemandes étaient épuisées.

Du côté allié, au contraire, de nombreuses troupes fraîches ou reposées peuvent entrer en ligne. Le 19 octobre, le maréchal Foch donne des ordres. A ce moment, la 2<sup>e</sup> armée américaine avait commencé à déborder la résistance des Allemands sur la Meuse ; le 10 novembre, elle aura atteint le front Remoiville-Bezonnaux, prête à se joindre, en marchant en direction d'Arlon, à la nouvelle armée franco-américaine qui va pénétrer en Lorraine. Celle-ci a pour mission de s'emparer de toute la zone fortifiée organisée depuis quatre ans par les Allemands entre la Moselle et les Vosges ; puis d'exploiter le résultat aussi largement que possible en direction de la Sarre ; elle portera un coup sérieux au moral de l'ennemi en pénétrant sur le sol allemand et en menaçant directement les lignes de retraite du gros de ses forces. Les autres armées continueront les mouvements commencés.

Le 5 octobre, le président Wilson a répondu au message des Empires centraux. Il ne se sent pas en droit de proposer aux gouvernements alliés d'arrêter les opérations militaires aussi longtemps que les forces des puissances centrales se trouvent encore sur les territoires de ces gouvernements. Le gouvernement de Berlin revient à la charge le 12, sur quoi le président Wilson répond encore une fois, le 15, en termes assez raides, qu'il ne peut être question de traiter aussi longtemps que l'Allemagne n'aura pas modifié ses procédés de guerre et détruit le pouvoir arbitraire de son gouvernement.

Que faire ? On interroge de nouveau les officiers du G. Q. G. Le 9 octobre, après la première réponse Wilson, ils ont répondu qu'il serait hasardeux pour le haut-commandement

de retarder la conclusion de la paix. Est-ce toujours leur avis? Trois séances ont lieu le 17 octobre. Ludendorff expose en détail la situation ; il exprime l'espoir qu'il serait possible de tenir pendant les prochaines semaines, mais ses déclarations sont imprécises et changeantes. Il en ressort, conclut le chancelier, que même en tenant compte de toutes les espérances exprimées, la résistance ne peut être continuée que pendant peu de temps. Il s'agit également de compter avec la chute des deux alliés qui restent à l'Allemagne. La question finale est celle-ci : « Après cette résistance notre situation sera-t-elle meilleure ou bien pire ? » Ludendorff est d'avis qu'elle ne peut pas être pire.

On interroge alors d'autres généraux. Des divergences d'opinions se manifestent, surtout au sujet de la guerre sous-marine, mais le ton général est pessimiste et la conclusion est qu'il y a lieu de solliciter l'armistice. Le 27 octobre, la question est définitivement tranchée ; l'Allemagne se soumet ; elle demande les conditions auxquelles l'armistice lui serait accordé. Le maréchal Foch les arrête et le général en chef allemand envoie des parlementaires pour les recevoir. Le gouvernement de Berlin les déclare dures ; il sollicite des adoucissements, mais, dit le télégramme adressé à ses délégués, « si les adoucissements réclamés ne peuvent être obtenus, il faut conclure quand même. »

Conclure quand même. Quel était donc l'état de l'armée? Voici :

Le 10 novembre, à la suite de l'usure, le nombre des divisions allemandes était descendu de 207 à 187. De ces 187 divisions, 17 étaient en réserve, dont 2 fraîches, 5 reconstituées et 10 fatiguées.

Lors de l'offensive du 21 mars 1918, l'effectif moyen de combattants d'une compagnie d'infanterie était de 120 hommes environ ; au 15 juillet il n'était plus que de 70 à 90 hommes ; au début de novembre, et malgré la réduction du nombre des divisions, il était de 50 hommes. On peut donc estimer que le nombre des fantassins combattant sur le front occidental, le 10 novembre, était la moitié de ce qu'il était le 15 juillet.

Quant à l'état de fraîcheur des unités, on peut le déduire

du fait que des 207 divisions du début, 196 ont été engagées dans la bataille, les 11 autres ne pouvant y figurer parce que de trop médiocre valeur. 18 divisions qui n'avaient pas été engagées avant le 15 juillet parce que jugées insuffisamment solides furent néanmoins envoyées au combat après cette date. Du 15 juillet au 10 novembre, plusieurs divisions furent engagées trois fois et même quatre fois. Les périodes de repos étaient de plus en plus courtes ; pendant les mois de septembre et octobre, 60 % des divisions étaient demeurées sans cesse en ligne ; les autres avaient fourni de vingt à trente jours de bataille consécutifs. Au 10 novembre, toutes les divisions capables de combattre étaient ou dans la bataille ou venaient d'en sortir et toutes avaient été engagées plusieurs fois. Il ne restait en somme aucune réserve fraîche.

Le matériel est en baisse considérable comme les hommes. L'état de l'artillerie est le suivant :

Le 15 juillet, 3100 batteries de campagne, soit 12 500 pièces ; 2150 batteries lourdes de tous calibres, soit 7860 pièces. Au total 20 360 pièces.

Au début de novembre, il restait 2600 batteries de campagne et 1605 batteries lourdes.

Depuis le 15 septembre, le commandement allemand avait dû dissoudre 500 batteries de campagne et 545 batteries lourdes. Ces dernières avaient été ramenées de 4 à 3 pièces et les régiments de campagne de 9 à 8 batteries. Il restait environ 9000 pièces de campagne et 4500 pièces lourdes, soit 13 500 pièces au lieu des 20 000 du début.

Même abaissement progressif en ce qui concerne les munitions. Dès la fin d'août, des restrictions sévères ont été ordonnées à la suite de la perte des approvisionnements qui avaient été accumulés dans la boucle d'entre Aisne et Marne pour l'offensive du 15 juillet et la marche vers le Sud. A partir d'octobre, la crise devient aiguë : l'artillerie dépense peu, le tir de barrage est supprimé comme trop coûteux, la production souffre des prélèvements effectués sur le personnel des usines au profit du front, la plus stricte économie est recommandée surtout en obus explosifs.

Un examen des autres ressources en matériel, mitrail-



leuses, aviation, camions-automobiles, fourrages, etc., donnerait la même impression de déchéance.

L'armée allemande était donc à bout de souffle, au moment de devoir entreprendre une nouvelle retraite dans l'étroit espace qui séparait la 2<sup>e</sup> armée américaine de la frontière hollandaise et que chaque journée de bataille rétrécissait. Telles furent les conditions de la soumission entière à l'armistice. Il n'y avait plus qu'à y souscrire pour n'avoir pas l'air de capituler.

Aucun militaire ne refusera l'hommage de son admiration à la résistance de l'armée allemande, mais aucun ne saurait plus soutenir qu'elle n'était pas hors de combat.

Colonel F. FEYLER.

---



## Dîners officiels.

---

Si cette question n'a pas encore fait couler des flots d'encre, elle a néanmoins été souvent soulevée et ce surtout parmi les officiers subalternes. Ces « manifestations » revêtant la plupart du temps un caractère qui n'a rien d'intime, ont provoqué chez nos jeunes officiers d'abord un sentiment d'ennui, puis de l'indifférence et enfin, pendant les services de mobilisation, un mécontentement assez marqué. Pour finir, ce mécontentement se transforma en opposition plus qu'apparente à l'égard des dîners officiels. Pourquoi ?

Je n'ignore pas que les quelques lignes qui vont suivre, dues à une main inexpérimentée, m'attireront indéniablement les foudres de quelques officiers supérieurs, mais par contre j'ai l'impression très nette que mes camarades de promotion, de toutes armes, seront du même avis que moi et pousseront un soupir de soulagement. Du reste, je suis bien loin de vouloir imposer mes arguments.